

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2197

Edition du
12 mars 2018

DANS CE NUMÉRO

Après No Billag, ouvrir le vrai chantier du paysage médiatique suisse (Jean-Daniel Delley)

Radio-TV et presse écrite sont tous deux confrontés au défi du numérique

«Monnaie pleine»: une théorie reste une théorie (Jean-Pierre Ghelfi)

Pourquoi l'initiative populaire soumise au vote le 10 juin vise à côté de la cible

Le tsunami Amazon arrive (Michel Béguelin)

La révolution numérique dans la distribution a des conséquences très directes sur les infrastructures

Le rôle majeur des Anglais dans le tourisme en Suisse au 19e siècle (Pierre Jeanneret)

Laurent Tissot, «Histoire du tourisme en Suisse au XIXe siècle. Les Anglais à la conquête de la Suisse», Neuchâtel, Ed. Libreo-Alphil, 2017, 395 pages

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Après No Billag, ouvrir le vrai chantier du paysage médiatique suisse

Radio-TV et presse écrite sont tous deux confrontés au défi du numérique

Jean-Daniel Delley - 11 mars 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32917>

«No Billag» n'était qu'une étiquette trompeuse destinée à appâter l'électeur. L'honnêteté aurait commandé d'intituler cette initiative «No SSR». Près de 72% des votants et l'ensemble des cantons ont rejeté la disparition programmée du service public de l'audiovisuel.

Pourtant, au soir de la votation, les dirigeants de la SSR ont plus donné dans la flagellation que dans la satisfaction. Plan d'économies, restriction de la publicité, présence plus modeste sur l'internet: le service public doit-il se faire pardonner cette victoire? Faire le dos rond constitue-t-il la meilleure stratégie de défense de la SSR?

Déjà ses adversaires repartent à l'assaut: [deux initiatives parlementaires](#) demandent la baisse du montant de la redevance, respectivement l'exonération des entreprises. Même [une partie](#) des adversaires de No Billag en appelle maintenant à la cure d'amaigrissement: repli sur la mission centrale de service public, tel est le mot d'ordre.

Il est de coutume de vanter les débats que provoquent les initiatives populaires, quel que soit par ailleurs leur résultat dans les urnes, et qui prouvent la vitalité démocratique du

pays. Sauf qu'en focalisant la discussion sur la SSR, No Billag a éludé le vrai problème: comment, face au tsunami des géants du Net, faire vivre des médias diversifiés et de qualité? Comment contrer la concentration de la presse écrite aux mains de trois grands groupes - Ringier/Springer, NZZ/AZ et Tamedia - qui diffusent la même information sous des titres différents?

La réponse paraît pourtant évidente. En donnant à la SSR et aux émetteurs locaux et régionaux de service public les moyens nécessaires, et non en diminuant encore la redevance et en plafonnant leurs budgets. En leur ouvrant sans restriction l'accès aux nouveaux canaux de diffusion tel l'internet. Et en accordant aux autres médias les conditions, notamment financières, de leur existence.

Le conflit entre les éditeurs d'une part et, d'autre part, la radio et la télévision publiques ne date pas d'aujourd'hui. Dès la naissance de la radio, la presse écrite a tout fait pour limiter l'impact de ce qu'elle considérait comme une concurrente indésirable. Ainsi, plusieurs années durant, la radio s'est vu interdire de diffuser des informations politiques, domaine réservé de la presse. Puis, jusqu'en 1965,

elle dut se limiter à la reprise des dépêches de l'ATS. [Même scénario](#) à la naissance de la TV, perçue comme un outil de «massification culturelle et sociale»: les éditeurs acceptent ce nouveau concurrent à la condition qu'il ne puisse diffuser de publicité.

L'avenir sur Internet ou la mort

La cohabitation du service public de l'audiovisuel et de la presse se poursuit tant bien que mal, le premier vivant de la redevance et de la publicité TV (12 minutes dès 1965), la seconde tirant ses ressources de la vente au numéro ou à l'abonnement, et surtout de la publicité. Jusqu'à ce que le développement technologique chamboule tout.

L'offre médiatique numérique érode tout à la fois les ressources et l'audience de la presse écrite et de l'audiovisuel classique. Les géants du Net drainent les ressources publicitaires et le jeune public boude les canaux traditionnels de diffusion. C'est dire que l'avenir des deux acteurs - éditeurs et SSR - se jouera sur l'internet. Vouloir restreindre l'accès de la SSR à ce nouveau canal, c'est signer l'arrêt de mort de l'audiovisuel public.

Pour le rédacteur en chef de la

[NZZ](#), la cause est entendue: «Si la SSR n'existait pas depuis longtemps, il ne viendrait à l'idée de personne de l'inventer. Elle est le produit d'une époque où Hitler et Staline ont utilisé la technique radiophonique pour diffuser leur propagande et où un Etat démocratique comme la Suisse y a répondu par le concept de défense spirituelle.»

Aujourd'hui donc, il n'y aurait place que pour le marché.

Or précisément, ce «marché» n'offre guère de choix. Dans plusieurs régions du pays, la SSR représente la seule alternative à des monopoles médiatiques, comme le relève le journal en ligne [Republik](#). La stratégie du groupe Tamedia semble bien viser la disparition

de cette alternative.

Plutôt que de rejoindre Almeida, la régie publicitaire créée par Swisscom, Ringier et la SSR, le groupe zurichois a préféré acquérir Goldbach, une firme qui contrôle près de la moitié du marché de la publicité télévisuelle, notamment celle qui profite à RTL et ProSiebenSat, deux concurrents de la SSR. Selon son patron [Christoph Tonini](#), ce rapprochement devrait permettre à Tamedia de présenter à ses clients une offre globale couvrant aussi bien la télévision que la radio, outre la presse écrite. Avec ses nouveaux partenaires étrangers, le groupe envisage d'investir dans la production de

programmes TV. Ce nouvel acteur multimédia pourrait être en mesure de proposer des formats TV directement sur toutes les sortes d'écrans des consommateurs.

Avant de préconiser une cure d'amaigrissement pour la SSR, il serait opportun de répondre d'abord aux questions que pose [Robert Ruoff](#), un ancien de la SSR: quels besoins et quels intérêts légitimes des citoyens et des consommateurs les médias doivent-ils satisfaire? Comment organiser de manière flexible le passage à la société numérique pour rendre possibles les adaptations? Et comment financer ce processus? La future [loi sur les médias électroniques](#) devrait répondre à ces questions.

«Monnaie pleine»: une théorie reste une théorie

Pourquoi l'initiative populaire soumise au vote le 10 juin vise à côté de la cible

Jean-Pierre Ghelfi - 10 mars 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32909>

Le 10 juin, nous voterons sur l'initiative dite pour la [monnaie pleine](#). Elle sera rejetée, non seulement parce que la très grande majorité des élus aux Chambres fédérales, des partis politiques et des associations économiques ont déjà manifesté leur opposition, mais surtout parce que ses buts et sa mise en œuvre restent incompréhensibles pour la plupart des gens.

Le concept de la monnaie pleine peut s'apparenter à la

théorie quantitative de la monnaie dont l'une des idées principales est que la monnaie représente la source de la richesse. L'économie fait l'objet de multiples théories (offre et demande, rôle de l'Etat, libéralisme, marché et concurrence, monnaie, etc.). L'histoire et les expériences ont plus ou moins validé (ou invalidé) certaines d'entre elles.

Ces théories ont généralement pour but de comprendre les

mécanismes économiques, avec l'ambition de proposer des règles (certains auteurs disent même des lois) pour permettre de faire fonctionner l'économie sinon harmonieusement, du moins en évitant des crises traumatisantes (comme celle des années 1930, par exemple).

Pas une mince affaire

Les meilleures ou moins mauvaises théories expliquent une partie du fonctionnement de la vie économique. Aucune,

à notre connaissance, n'en propose une vue d'ensemble un tant soit peu cohérente. Ce constat n'est pas tout à fait surprenant. Comment, en effet, parvenir à rendre compte tout à la fois du fonctionnement des entreprises publiques et privées, du marché et de la concurrence, du comportement des individus et des ménages, du rôle de l'Etat, de l'apport des changements techniques, du développement des échanges internationaux et des flux financiers, sans oublier les rêves de puissance et de grandeur des gouvernements, ni la question de l'égalité? Concilier tous ces éléments n'est pas une mince affaire.

Penser ou croire à l'existence d'une recette susceptible de faire fonctionner cet ensemble passablement disparate paraît pour le moins audacieux. Au point que tout économiste attentif à la réalité complexe du monde devrait avant tout éviter de croire qu'il détiendrait la Vérité.

Les partisans de la théorie de la monnaie pleine n'ont pas cette modestie. Ils prétendent que la régulation de la monnaie et du crédit constitue le vecteur principal pour assurer un fonctionnement sans à-coups de l'économie. Ils frisent le délire ([DP 2041](#)) en pensant pouvoir à la fois mettre de l'ordre dans le chaos, éviter des crises économiques et financières, protéger l'épargne, interdire aux banques de créer de la monnaie scripturale lorsqu'elles accordent des crédits aux entreprises et aux particuliers. Le [Message](#) du

Conseil fédéral explique par le menu toutes ces questions, plus quelques autres.

Capacité d'adaptation

Les intentions des auteurs de l'initiative ne sont pas en cause. Il y a certainement une demande réelle de la population qui souhaite que l'épargne soit protégée (ou plutôt devrait-on dire «*mieux protégée*», car elle l'est déjà), que l'Etat ne doive pas voler au secours de grandes banques (banques dites systémiques) qui perdent pied parce qu'elles se sont lancées dans des opérations manifestement spéculatives, et qui souhaite également ne pas être entraînée une nouvelle fois dans une crise douloureuse comme celle de 2008.

Cette idée de monnaie pleine n'est toutefois qu'une théorie parmi d'autres. Aucun pays ne l'a mise en œuvre ni envisage de le faire. Pour la bonne raison — ou les bonnes raisons — que si cette conception pouvait éviter certains défauts du système actuel, elle en engendrerait d'autres. Même dans un régime de monnaie pleine, les banques ne cesseraient certainement pas de prendre des risques inconsidérés pouvant aller jusqu'à menacer leur existence. On ne saurait davantage imaginer que le même régime pourrait mettre le système bancaire suisse à l'abri de turbulences internationales — la crise de 2008 est partie des Etats-Unis et a contaminé la quasi-totalité du système financier mondial.

On peut évidemment déplorer l'instabilité de nos systèmes économiques. Mais tout instables qu'ils sont, ils ne fonctionnent dans l'ensemble et dans la durée pas trop mal, notamment parce qu'ils ont une certaine capacité d'adaptation. Ce ne sont certes pas des mécaniques parfaites. Mais peut-on croire qu'il en existe qui soient tout à la fois parfaites et humaines?

Des failles à combler

Les principales failles du secteur financier mises en évidence par la crise de 2008 concernent d'abord la proportion insuffisante de fonds propres (capital et réserves) dont les banques doivent disposer par rapport aux crédits qu'elles accordent. Par ailleurs, on a décelé des lacunes dans la gestion de leurs risques ainsi que dans la surveillance exercée sur le monde de la finance, tâche assumée en Suisse par la Finma pour les banques en général et par la BNS pour les [cinq banques systémiques](#) d'importance nationale. Sous l'égide de la Banque des règlements internationaux (BRI), les gouvernements ont décidé de combler les failles et les lacunes constatées (mesures connues sous le nom de [Bâle 3](#)).

Il ne faudrait pas croire cependant que lesdites mesures sont la fin de l'histoire. Dix ans après la crise, les milieux bancaires, en Suisse et ailleurs, tentent de les remettre en cause. Elles seraient, disent-ils, trop

contraignantes et leur application tatillonne. Le 6 mars, le Conseil national a approuvé à une large majorité une [motion](#) de sa commission de l'économie et des redevances, tendant à retirer une partie de ses pouvoirs à la Finma, avec l'argument qu'elle outrepasserait ses compétences réglementaires. Le texte adopté se substitue à

une initiative parlementaire du conseiller national Alfred Heer (UDC), qui proposait carrément d'intégrer la Finma dans l'administration fédérale...

La monnaie pleine n'apporte pas de réponse à ces problèmes. L'interdiction faite aux banques de créer de la monnaie scripturale et le transfert à la Banque nationale suisse de la totalité de la

création monétaire qui s'en porterait garante (d'où cette notion de «*monnaie pleine*») suffiraient-ils vraiment pour stabiliser le système financier et pour assurer un développement plus harmonieux de l'économie? Ce sera le sujet d'un prochain article.

(A suivre)

Le tsunami Amazon arrive

La révolution numérique dans la distribution a des conséquences très directes sur les infrastructures

Michel Béguelin - 06 mars 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32900>

Deux informations publiées séparément peuvent devenir autrement importantes quand on les rapproche. Exemple: d'une part, la venue d'Amazon en Suisse présentée en janvier 2018 sous le titre [Ce que l'arrivée d'Amazon va bouleverser en Suisse](#) et, d'autre part, la transformation de [Cargo sous terrain](#) (CST) de groupement d'intérêt en véritable entreprise en mars 2017, suivie en janvier 2018 par la visite d'une délégation de la nouvelle SA auprès de la conseillère fédérale [Doris Leuthard](#) pour lui annoncer que CST avait déjà «*mobilisé*» 100 millions de francs en vue de financer les premiers travaux.

Amazon, fondée en 1994 sous la forme d'un site de vente en ligne de livres, est devenue depuis lors une entreprise de vente à distance de tous genres

de produits, y compris alimentaires et périssables, spécialité du géant américain [Walmart directement menacé](#). [Géant du web](#), Amazon est le numéro un mondial du commerce en ligne avec, en 2016, un chiffre d'affaires de 136 milliards de dollars, réalisé par 341'000 agents...

Aujourd'hui, cet effectif dépasse le demi-million de personnes. L'attrait décisif de l'entreprise consiste à offrir progressivement la livraison gratuite, dans les 24 heures, pour toutes les commandes supérieures à 49 euros, soit 53,40 francs... Le concept n'en est qu'à ses débuts. Sur le [marché américain](#), il progresse de manière fulgurante; Amazon le développe aussi sur le marché européen et, par cet intermédiaire, cible le juteux marché suisse. Car notre pays

présente deux attraits majeurs: belle ouverture à l'e-commerce et pouvoir d'achat des consommateurs parmi les plus élevés du monde.

Face à cette évolution, la logistique nécessaire pour les livraisons devient un défi formidable. Les normes actuelles sont totalement dépassées. Dans un petit pays où l'espace est rare, au cœur d'un continent aux infrastructures routières denses - celles qui comptent pour la plus grande part dans ce genre de distribution -, les conditions sont *a priori* favorables. Sauf que nos infrastructures nationales sont saturées, aéroports, routes et rail, entre et dans toutes les agglomérations significatives.

La Suisse laboratoire du monde

Le concept «*cargo sous terrain*» apparaît tout à coup comme LA solution ([DP 2185](#)). Rappelons qu'il s'agit en première étape de créer un tunnel de 67 kilomètres reliant le complexe logistique stratégique de Härkingen-Niederbipp, près d'Olten, à Zurich - étant entendu que les autres métropoles économiques rejoindront ultérieurement le réseau CST. Le tube marchandises prévoit deux systèmes différents déjà largement utilisés à plus petites échelles: au sol, trois pistes pour des véhicules autonomes électriques d'une capacité de deux palettes circulant à 30 km/h et, au plafond, deux rails le long desquels glissent à 60 km/h des supports de paquets jusqu'à 30 kg.

Confidentiel à ses débuts, dans les années 2011-2013, le projet réunissait autour de l'Office fédéral des transports quelques transporteurs routiers/distributeurs. Il s'agissait de réfléchir aux moyens de surmonter la saturation croissante des infrastructures. Lors de la première présentation publique en 2013, le projet souleva beaucoup de réticences. Euphémisme de circonstance: on verra - au mieux. Quant au [Conseil fédéral](#), il encourage tout de suite l'idée sur le mode paradoxal: «*Pour la Confédération, pas question de financer quoi que ce soit.*» Le [canton de Zurich](#), comme les autres cantons concernés, a

longtemps manifesté un certain scepticisme à l'égard du CST, pour lequel il cherche désormais les terrains où les convois du cargo souterrain pourraient faire halte.

Aujourd'hui en effet, on est passé aux affaires sérieuses. Le projet devient une nécessité impérieuse attirant un afflux d'investisseurs suisses et étrangers, dont [le Chinois Dagong](#), hautement intéressé par toutes les techniques de distribution de petits colis. Mieux encore: Hyperloop One, l'entreprise californienne qui fait dans les développements les plus futuristes en matière de transport de voyageurs souterrain à très haute vitesse, a un représentant au conseil d'administration de CST...

Les cantons concernés par la première étape déroulent maintenant leur plus beau tapis rouge. Et au niveau fédéral, le projet s'apprête à bousculer l'ordre légal établi: un projet de loi *ad hoc* se discutera cette année encore en vue d'une décision du Parlement l'année prochaine, en mars ou en juin.

Retour aux réalités

La logistique suisse est aux mains d'une bonne dizaine d'acteurs principaux. D'après la part du marché concernée, les principaux sont Postlogistics AG (5'219 agents), SBB Cargo AG (3'000), Swiss Post International AG (1'298), Planzer Transport AG (3'480), Galliker Transport AG (1'600)..., sans oublier les grands distributeurs, comme Coop, Migros, Manor, Aldi,

Lidl, etc., ni les concurrents internationaux de La Poste. Le cas particulier des trois acteurs publics mérite examen.

Les deux entreprises relevant de La Poste, ainsi que celle dépendant des CFF, les trois les plus importantes en termes d'emplois, soulèvent des questions en prise directe avec l'actualité. Prenons le cas de la plus petite des trois, SBB Cargo AG. Si l'on comprend la volonté du département fédéral concerné de doter cette SA d'un conseil d'administration indépendant de celui des CFF, on peine à imaginer comment cette entreprise qui connaît des difficultés endémiques et veut réduire d'un tiers ses effectifs - et donc son offre future - va pouvoir sérieusement jouer le «*rôle complémentaire*» qu'elle ambitionne dans le développement de CST.

Une lueur d'espoir tout de même venant paradoxalement du secteur des transports routiers: le [camionneur-logisticien Planzer AG](#) se félicite de l'inauguration en décembre dernier du treizième centre combiné rail-route de trafic de détail à Cossonay-Penthalaz. L'entreprise vient d'y investir 80 millions, soit 10 % de son chiffre d'affaires. Il reste maintenant à adapter ces investissements à l'e-commerce à grande échelle.

La Poste avec son réseau colis (et ses innombrables sous-traitants, dont SBB Cargo), forte de son classement de [numéro un mondial](#) en termes de meilleure qualité de service, accessibilité, pertinence et

résilience du modèle économique, est absolument incontournable.

Un [accord hautement stratégique](#) avec Amazon paraît imminent. Le poids respectif de chacun des deux champions du monde dans leur secteur respectif, de même que leur statut très différent, peuvent inspirer des solutions innovantes en matière de partenariat public-privé, des solutions qui seront de toute façon aussi utiles pour le financement de l'ensemble du projet Cargo Sous Terrain.

On parle d'un total de 33 milliards de francs. Les investisseurs se pressent au guichet, venant de la logistique, de la construction, de l'assurance, de tous les domaines, y compris finalement des caisses de pensions.

Pour ou contre la mondialisation

Les choses peuvent avancer très vite, plus vite que prévu en tout cas: percer des tunnels de 6 mètres de diamètre sous le Plateau est facile, les *hubs* souterrains ne gênent personne

à 50 mètres de profondeur et la distribution fine en surface, obligatoirement faite par véhicules électriques dans quelques années, sera bien moins polluante que le mode de desserte actuelle.

Reste le grand point d'interrogation de la démocratie directe. Une demande de référendum contre la *Lex Cargo* sous terrain pourrait surgir dans la foulée du débat parlementaire. Dès 2019, le débat logistique promet d'être lourd de sens comme jamais.

Le rôle majeur des Anglais dans le tourisme en Suisse au 19e siècle

Laurent Tissot, «Histoire du tourisme en Suisse au XIXe siècle. Les Anglais à la conquête de la Suisse», Neuchâtel, Ed. Libreo-Alphil, 2017, 395 pages

Pierre Jeanneret - 08 mars 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32904>

Professeur à l'Université de Neuchâtel, Laurent Tissot est un spécialiste de l'histoire économique. Il s'est notamment intéressé au tourisme, un objet d'étude longtemps considéré comme «*peu sérieux*» par ses pairs... Son [livre](#) est la réédition d'un ouvrage paru en 2000, mais mis à jour en tenant compte des recherches historiographiques récentes.

C'est un travail académique: en témoignent l'imposant appareil de notes (775 au total), une liste abondante de sources, la bibliographie et l'index des

noms de lieux et de personnes. Néanmoins, cette étude se lit agréablement.

Dans le processus qui a amené, à la fin du 19e siècle, des milliers de touristes vers nos montagnes et nos lacs, les Anglais ont joué un rôle capital. Ce qui explique le sous-titre du livre. Du Grand Tour aristocratique qui remonte au 16e siècle, on est passé à un tourisme industriel, favorisé par l'amélioration des moyens de transport (chemins de fer et navigation à vapeur). De 16 jours requis dans les années 1820 pour le trajet Londres-

Genève, on passe à 26 heures en 1874.

Le premier chapitre, fort original, est consacré aux guides de voyage imprimés. Ceux-ci restent coûteux: en 1864, un dénommé Bradbury dépense 21 shillings pour l'ensemble de ses guides, soit une semaine de salaire d'un ouvrier anglais! Le guide se dissocie progressivement du récit subjectif de voyage qui est en vogue au 18e siècle: il a un objectif purement pratique (prix, itinéraires, qualité des auberges, horaires, etc.)

Cette évolution mènera aux actuels guides Michelin ou du Routard. On trouve cependant dans l'introduction, hier comme aujourd'hui, des considérations générales sur le pays, sa géographie, son histoire. Puis on assistera, à la fin du 19e siècle, à la publication de guides spécifiques, s'adressant notamment aux alpinistes, alors que l'ascension des Alpes, depuis la conquête du Cervin par Edward Whymper en 1865, a la cote dans les cercles de la noblesse et de la haute bourgeoisie britanniques. Enfin paraîtront des guides pour les automobilistes, les premiers adeptes des sports d'hiver, qui appartiennent eux aussi à la *gentry*, les personnes malades à la recherche du bon air des montagnes, et d'autres catégories encore.

Le regard sur les autochtones – les Suisses – est particulièrement intéressant: prévention contre les «*indigènes*» considérés comme laids, crasseux, fourbes, voleurs, en hiatus complet avec la beauté des paysages! On y dénonce «*l'incessante mendicité des femmes et des enfants*». Le touriste se doit, lui, de respecter les valeurs anglaises, à une époque où le *British Empire* domine une partie du monde. Sa vision du

pays visité est donc mâtinée d'anglocentrisme, de clichés, pour ne pas dire de préjugés racistes.

Le deuxième chapitre, intitulé *Voyages*, accorde une très large place, légitime, à un promoteur de génie, qui fera école: Thomas Cook. Dès l'ouverture de son agence en 1841, cet adepte du mouvement tempérant voit dans le voyage un substitut à l'alcoolisme. Il organise d'abord des excursions en chemin de fer en Angleterre et en Ecosse, puis vers l'Exposition universelle de Paris en 1851. Ensuite il s'attaque au continent.

Il conclut des arrangements pour groupes. Ce sont les ancêtres des voyages organisés. Il traite avec les nombreuses compagnies de chemins de fer et réussit à créer des *Swiss Circular Tickets*. Il comprend que le choix d'un hôtel ou d'un restaurant s'avère pénible pour un touriste ne connaissant pas la langue du pays ni ses usages, et souvent grugé.

Après l'organisation du transport, il se lance donc dans celle du logement. En 1867, il introduit le système des coupons d'hôtel, qui limite le besoin de porter sur soi des sommes importantes en argent

liquide. Il crée des chèques de voyage, qui sont à la base du principe des *Traveller's Cheques*.

En 1875, 28 tours accompagnés sont organisés par Cook en Suisse. Sans qu'il s'agisse du tout d'un tourisme «*de masse*», on peut remarquer que le voyage se démocratise quelque peu – ce qui correspond aux vœux de Thomas Cook – et commence à concerner les classes moyennes britanniques. Quant aux lieux visités dans notre pays, on y trouve des *must*, tels que Lucerne, le mont Pilate et le lac des Quatre-Cantons, l'Oberland bernois ainsi que le bassin lémanique, avec parfois une extension à Chamonix.

On pourra s'étonner que, dans cette étude pointue, les Suisses soient aussi absents... En fait, rien d'étonnant à cela: tant les guides que les organisateurs de voyages recommandent aux touristes britanniques de limiter au minimum indispensable leurs contacts avec ces autochtones si peu en harmonie avec le *lovely Switzerland!*

Seul regret, l'absence totale d'illustrations. Celles-ci auraient rendu le livre un peu moins austère, et surtout auraient permis de visualiser certaines situations décrites.

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Agriculture de montagne: le loup a bon dos

A croire que le Conseil national n'a pas d'affaires plus importantes à traiter. Donc une nouvelle fois il s'attaque au loup qui serait responsable de [l'abandon de surfaces pâturables](#). Par contre il se montre moins soucieux des mêmes surfaces lorsqu'il s'agit d'[autoriser](#) les constructions hors des zones à bâtir et les infrastructures qui leur sont liées. | *Jean-Daniel Delley - 10.03.2018*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Après No Billag, ouvrir le vrai chantier du paysage médiatique suisse

<https://www.letemps.ch/suisse/meme-verdict-no-billag-ludc-parle-dune-redevance-300-francs>

<https://www.tagesanzeiger.ch/sonntagszeitung/standard/Eine-AbbauKoalition-gegen-Doris-Leuthard-/story/31485849>

<https://www.republik.ch/2018/03/02/der-tv-start-1953-als-projekt-der-geistigen-landesverteidigung>

<https://www.nzz.ch/meinung/die-schweiz-braucht-keine-staatsmedien-ld.1339261>

<https://www.republik.ch/2018/03/05/die-zukunft-wie-weiter-mit-der-srg>

<https://www.infosperber.ch/Artikel/Politik/Drei-Manner-in-der-Medienschweiz>

<https://www.infosperber.ch/Artikel/Politik/Drei-Manner-in-der-Medienschweiz>

<https://www.bakom.admin.ch/bakom/fr/page-daccueil/l-ofcom/organisation/bases-legales/lois-federales/future-loi-sur-les-medias-electroniques.html>

«Monnaie pleine»: une théorie reste une théorie

<http://www.initiative-monnaie-pleine.ch/info-en-2-minutes/>

<https://www.domainepublic.ch/articles/25923>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2016/8225.pdf>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-67336.html>

https://www.bis.org/bcbs/basel3_fr.htm

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=42621>

Le tsunami Amazon arrive

<https://www.letemps.ch/economie/larrivee-damazon-va-bouleverser-suisse>

http://www.cargosousterrain.ch/files/images/Downloads/MM_CST_170324_FR_final.pdf

<http://www.cargosousterrain.ch/files/images/Downloads/cargo-sous-terrain-mobilise-100-millions-chf.pdf>

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/walmart-faellt-im-rennen-mit-amazon-zurueck-ld.1359146>

https://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9ants_du_Web

<https://www.24heures.ch/monde/ameriques/folle-course-villes-seduire-amazon-50-000-jobs/story/25648995>

<https://www.domainepublic.ch/articles/32382>

<https://www.nzz.ch/wetter/wetter-schweiz/cargo-sous-terrain-bundesrat-will-unterirdischen-guetertransport-unterstuetzen-ld.130386>

<https://www.nzz.ch/schweiz/gueterverkehr-haltestellen-fuer-cargo-sous-terrain-gesucht-ld.153664>

<https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/chinesen-unter-haerkingen/story/25382442>

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/planzer-vom-fuhrhalter-zum-logistiker-ld.1341256>

<https://www.post.ch/fr/notre-profil/entreprise/medias/communiqués-de-presse/2017/la-poste-suisse-numero-1-mondial>

<https://www.letemps.ch/opinions/ne-surtout-sousestimer-limpact-damazon>

Le rôle majeur des Anglais dans le tourisme en Suisse au 19e siècle

<http://www.alphil.com/index.php/histoire-du-tourisme-en-suisse-au-xixe-siecle.html>

Espresso

https://www.parlament.ch/fr/services/news/Pages/2018/20180308124700832194158159041_bsf106.aspx

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=42387>